

Les patrons de la sécurité sociale sont (très) inquiets

Les directeurs de 14 institutions fédérales tirent la sonnette d'alarme à propos des économies à réaliser et craignent pour leurs propres services.

JASPER D'HOORE

Dans une note interne dont nous avons pu prendre connaissance, les directeurs de nos institutions de sécurité sociale fustigent les économies imposées par le gouvernement Michel. *«Ces économies auront un impact non négligeable sur les institutions et menacent le fonctionnement même de plusieurs services.»* C'est ainsi que s'expriment les patrons et patronnes des quatorze institutions, dont l'Office National des Pensions (ONP) et l'ONSS.

Dans la note – qui date du 5 décembre, mais qui vient seulement de faire surface – les directeurs décrivent les problèmes qui attendent leurs institutions.

Il semblerait par exemple que parmi les quatorze institutions, neuf d'entre elles ne seront pas en mesure de réaliser les économies demandées en matière de personnel, même après le gel des recrutements. *«Cela pourrait se traduire par des licenciements secs à partir de 2015»*, peut-on lire. Et ce, alors que ces cinq dernières années, les institutions ont déjà vu leurs effectifs fondre de 10%.

Risque de paralysie

Le danger menace également la poursuite de la numérisation des services. *«Il est clair que les économies proposées vont entièrement paralyser certains services»*, explique-t-on. Il s'agit entre autres du projet eHealth et de la plate-forme en ligne pour les pensions.

La poursuite de projets existants – comme par exemple le cadastre des pensions ou la lutte contre la fraude sociale – sont également en danger. *«Nous nous demandons comment les ambitions de l'accord de gouvernement et l'ampleur des économies demandées pourront être conciliées»*, estiment les directeurs.

«À partir de 2016 ou 2017, les économies menacent même les missions de base, le fonctionnement global et la qualité que l'on est en droit d'exiger en matière de services aux assurés sociaux et aux employeurs», peut-on lire dans la note interne.

Jo De Cock, administrateur-général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (Inami), reconnaît que la note comprend une analyse – à ne pas mal interpréter – des conséquences des économies qui seront réalisées par le gouvernement Michel. *«Le gouvernement devra modifier certaines économies»*, ajoute-t-il. *«Nous sommes en négociation, et je remarque que le gouvernement est à l'écoute de nos préoccupations.»*

«À partir de 2016 ou 2017, les économies menacent même les missions de base, le fonctionnement global et la qualité que l'on est en droit d'exiger en matière de services aux assurés sociaux et aux employeurs.»